

Le gouvernement de Gauche poursuit les contre-réformes des gouvernements de Droite

Allongement de la durée de cotisations, décote, désindexation des pensions vis-à-vis des salaires, augmentation des cotisations payées par les salarié-es : ce que nous refusons (comme la Gauche) sous un gouvernement de Droite, il n'y a aucune raison de l'accepter aujourd'hui d'un gouvernement de Gauche.

Toutes ces mesures ne servent qu'à nous exploiter toujours plus et à enrichir les riches

Rien ne justifie ces nouveaux reculs sociaux. Le droit à une retraite correcte est un droit fondamental pour tous et toutes. Le nombre de chômeurs-ses montrent qu'il faut réduire le temps de travail de tous (et pas les salaires) et non pas l'allonger. Les ressources financières sont très largement disponibles dès lors qu'on les répartit différemment. Comme en 1993, 1995, 2003, 2007, 2010, cette contre-réforme veut ponctionner celles et ceux qui travaillent pour augmenter les profits des patrons et des actionnaires ; c'est ainsi, par exemple, que les entreprises ne seront pas affectées par l'augmentation des cotisations-retraite...

Les syndicats doivent organiser la lutte

Début juillet, CGT, FO, Solidaires et FSU ont appelé à une journée de grèves et de manifestations le 10 septembre. L'Union syndicale Solidaires a demandé qu'une rencontre intersyndicale se tienne au plus vite, ensuite, pour décider de la suite des actions à mener pour combattre le projet de loi. Malgré nos relances, rien n'est prévu en ce sens.

Assez de division !

La CFDT, la CFTC et l'UNSA soutiennent le projet du gouvernement.

La CGT annonce, seule, une semaine d'actions du 7 au 11 octobre. FO annonce, seule, un rassemblement national le 15 octobre, dernier jour du débat à l'Assemblée nationale.

La division et l'absence de volonté de construire un mouvement national fort, nous conduisent à l'échec.

Il faut s'unir et agir

La majorité des salarié-es, des chômeurs-ses, retraité-es et jeunes en formation est opposée aux reculs sociaux que porte le projet de loi. Les organisations syndicales qui demandent le retrait de ce projet de loi doivent, ensemble, proposer et organiser les actions nécessaires pour gagner.

L'avenir de nos retraites mérite mieux qu'une compétition entre syndicats

Comme de très nombreux-ses militant-es d'autres organisations syndicales, l'Union syndicale Solidaire refuse de laisser faire le gouvernement. Ensemble, imposons la fin de la division, la tenue d'une intersyndicale tournée vers l'action pour gagner ! Organisons-nous à la base, dans les entreprises, les services et les localités, regroupons-nous, au-delà des appartenances syndicales.

Localement comme nationalement, unité pour gagner !

24 septembre 2013

